

Tract destiné à l'ensemble des salariés du Groupe GFI

Novembre 2000

Les comptes-rendus réguliers des réunions paritaires n'existant plus, et les demandes faites afin de les rétablir n'étant pas suivies d'effet, le syndicat SUD GROUPE GFI a décidé de consacrer une partie de son tract mensuel, à un rapide résumé de ce qui se dit dans ces rencontres paritaires.

Les sujets abordés dans ces négociations intéressent au premier chef tous les salariés du Groupe GFI. C'est pourquoi il nous apparaît important que quelqu'un en fasse des comptes-rendus.

Compte-rendu de la réunion du 16 novembre dans les locaux de SINORG à Issy les

Moulineaux :

Ont participé : Jacques Poupon (DRH Groupe) Fabrice Seigneur (Adjoint DRH) Yves Barone (DSC CGC) Michel Ghettem (DSC CFDT) Alina Tortochaut (DS CGC) Pierre Claverie (DS CFDT) Alain Guillou (DS CGC) Bernard Etrillard (DS CFDT) Dominique Grigy (DSC CGT) Dominique Corrèa (DS FO) Serge Valy (DS SUD) Antoine Huot (DS SUD) Absent excusé : Jean-François Guilbot (DS CGT)

Réunion convoquée à 10 heures 30. La DRH a averti (par téléphone) les DS qu'elle serait en retard.

Arrivée de la DRH à 11 heures 05. La première partie de cette réunion (de 11 heures 05 à 12 heures 30), a été consacrée à l'annonce d'une réorganisation du Groupe, applicable dès janvier 2001. Cette réorganisation, annoncée lors du séminaire de direction qui a eu lieu la semaine passée, doit toucher plusieurs entités actuelles du Groupe.

1. L'entité Net Objets va disparaître et sera éclatée d'une part dans une nouvelle entité métier appelée " Télécom et Média " (60 personnes), le reste du personnel intégrera GFI New Business. (25 personnes travaillant dans le e.business) et la division Administration (40 personnes PowerBuilder).
2. 2001 sera l'année de la fusion entre les entités " Banques et Finances " et " Assurances ". Ce regroupement entre deux grosses entités parisiennes est le résultat de la mauvaise année 2000, nous a annoncé la DRH.

Cette réorganisation importante sera présentée aux différents Comités d'Établissements concernés et sera évoquée lors du prochain Comité Central d'Entreprise (les 12 et 13 décembre 2000). Y-a-t-il des risques de licenciements massifs dans la réunion de ces deux divisions, un " ménage " important de certains " doublons " est-il à l'ordre du jour ? A l'heure actuelle, nous n'en savons rien. En ce qui nous concerne au syndicat **SUD GROUPE GFI**, nous serons **TRES ATTENTIFS** à ce qui va se passer dans la période qui arrive.

12 heures 20 - 14 heures 30 : Pause repas

14 heures 30 - Reprise des débats 16 heures : départ de FO 16 heures 30 : départ de SUD
fin de la réunion paritaire : 18 heures 30 (syndicats encore présents : CGC - CGT - CFDT).

Dans cette seconde partie de réunion, la DRH a remis aux participants 3 nouveaux textes :

1. Projet d'accord provisoire sur l'ARTT
2. Projet de création d'une Unité Economique et Sociale (U.E.S.)
3. Projet d'accord de Participation au niveau de l'U.E.S.

Les débats autour de ces sujets n'ont pas abouti à des positions claires. Ils reprendront lors de la prochaine réunion dont la date retenue est le **mercredi 29 novembre 2000**.

Autre point abordé lors de la réunion : le projet de fermeture des établissements GFI les 26 et 29 décembre 2000. Ce projet concerne uniquement les salariés GFI qui travaillent dans les locaux GFI.

But de cette décision : faire consommer des jours de congés (ARTT, Congés Principaux, etc.).
Tous les C.E. du Groupe GFI seront consultés sur ce sujet.

Salariés du Groupe GFI, nous vous tiendrons informés de l'avancée des négociations, dès que possible.

SUD UN SYNDICALISME QUI DERANGE...

Incontestablement représentatif dans les secteurs publics (PTT, Santé, SNCF, Education nationale, Travail et Emploi...), les syndicats **SUD** s'implantent également dans le privé depuis les grèves de l'hiver 1995.

Les accords 35 heures ont également largement contribué à ce développement, de nombreux militants ne se reconnaissant plus dans les organisations syndicales traditionnelles.

Dans le contexte actuel de crise du syndicalisme (seulement 6 % des salariés sont aujourd'hui syndiqués), les pratiques de proximité, d'unité et de démocratie portées par les militants et adhérents de **SUD** redonnent confiance aux salariés et en font le symbole de la nécessaire recomposition syndicale.

Un écho certain qui se reflète dans la progression continue des résultats des listes **SUD** aux différentes élections professionnelles, tant dans le public que dans le privé.

Dans l'informatique, des syndicats **SUD** existent déjà à ICL, OSIATIS, GFI, UNILOG (Rhône) et STERIA (Toulouse). D'autres implantations sont en cours de préparation.

Ce développement est d'ailleurs la raison essentielle du maintien des règles de représentativité syndicale issues de l'après-guerre, qui interdisent, contre toute logique, aux syndicats **SUD** de se présenter au premier tour des élections professionnelles dans le privé.

Une atteinte à la démocratie la plus élémentaire qui reçoit malheureusement le soutien de certaines organisations syndicales, qui craignent le jugement libre et direct des salariés.